



« L'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe » (extrait des statuts de l'A.I.T.).

Paris, le 18 mars 2020

## **Face au coronavirus, face au capitalisme, une seule solution : la solidarité !**

*La crise sanitaire qui se produit dans le monde et notamment en France a des répercussions importantes dans notre quotidien et notamment notre travail. L'Union syndicale SUD Industrie souhaite rappeler ses revendications en pointant les responsabilités de cette situation qui n'est pas le fruit du hasard, mais bel et bien le résultat de choix politiques, industriels et environnementaux (flux, consommation) désastreux.*

### **Priorité à la santé et à la sécurité des salariés : le patronat s'y oppose encore.**

De nombreuses entreprises continuent de faire travailler les salarié-e-s, malgré le confinement imposé par le gouvernement. S'agit-il de services indispensables et urgents pour la population ? Non ! Dans le BTP – comme par exemple le groupe Fayat – mais aussi dans l'automobile et les sous-traitants, la situation est catastrophique. En effet, plusieurs syndicats SUD Industrie ont dû ces derniers jours obliger les entreprises à cesser la production non indispensable, mais plusieurs directions refusent encore... prétextant des carnets de commandes. C'est une véritable honte pour ces entreprises, et malgré les grèves ou droits d'alerte, il reste des centaines de milliers de salariés dans nos secteurs qui doivent venir travailler sous peine de sanctions. L'argent avant la vie des salariés et leurs droits, tel est le credo du patronat y compris dans des périodes de crise.

Nous appelons donc à ce que le gouvernement impose la fermeture de ces entreprises, et dans le cas contraire à faire jouer un danger grave et immédiat pour faire cesser le travail collectivement. La redéfinition du droit de retrait par le gouvernement est inacceptable au cours de cette terrible crise sanitaire.

### **Chômeurs, intérimaires, CDD : ce n'est pas aux salariés de payer**

L'État vient d'annoncer 45 milliards pour les entreprises en affirmant qu'aucune ne serait pénalisée. Si le geste peut paraître important, dans les détails, ce sont bien les salariés qui vont payer. Rien ne garantit un salaire à taux plein en cas de chômage partiel – malgré le fait que les entreprises vont être mieux indemnisées – ce qui de fait aboutit à des négociations entreprise par entreprise et ce qui fragilise encore plus les salariés des petites entreprises.

Le recul de l'application de la contre-réforme sur l'assurance chômage ou celle des retraites peut être salué, mais ce n'est pas suffisant : il faut leur annulation complète et immédiate. Quid des intérimaires, des CDD, des auto-entrepreneurs, qui vont se retrouver dans des situations encore plus précaires ? Enfin, les salariés en télé-travail vont devoir garder leurs enfants dans des situations difficiles sans forcément une grande tolérance de toutes les entreprises, et ceux qui devront aller travailler vont devoir se débrouiller. Ce que nous vivons est aussi révélateur des problèmes de garde d'enfants et de partage du temps de travail, car des solutions auraient dû être mises en place par la multiplication de petites structures au niveau des villes, subventionnées par la CAF.

### **Gels, masques : un appareil productif délocalisé et sans stratégie industrielle**

Comment un pays comme la France s'est-il retrouvé avec une pénurie de masques et de gels ? Si la vérité commence à être connue sur le fait que les stocks après la crise du H1N1 n'ont pas été renouvelés ces dernières années, ce scandale d'État n'est pas la seule explication. En effet, les seules filières de fabrication qui avaient été relancées en France dans certaines entreprises textiles pour les masques ont été supprimées ces dernières années et les entreprises privées ont vendu leur matériel pour se réorienter vers d'autres fabrications. De même, concernant le gel, outre la pénurie malheureusement organisée par la peur et l'achat en masse, là encore, l'État n'avait rien organisé. En dépendant de lieux de production à l'autre bout du monde, sans ancrage territorial et planification démocratique des besoins industriels utiles à la population, nous nous retrouvons dans une situation catastrophique où il est impossible de faire face aux besoins urgents. Que dire enfin, du manque de mutualisation

des productions au niveau européen et de l'absence totale de stratégie industrielle ? Nous le redisons et le redemandons : il est urgent d'avoir des assises de l'industrie pour que les secteurs stratégiques soient placés sous contrôle de la population et pour anticiper les risques et besoins.

### **Un système de santé à bout de souffle : la faute à qui ?**

Depuis des années le personnel des services de santé, en lutte, a rappelé à maintes reprises l'absence de moyens mais aussi la réorganisation des services et la mise en concurrence des structures. Si le système français repose à la fois sur la médecine de ville et les établissements publics ou privés hospitaliers, le constat est partout le même. Comme l'ont fait remarquer nos camarades de SUD-Santé Sociaux, c'est bien l'État qui est responsable en ayant cassé l'hôpital public. Nous en profitons pour rappeler notre solidarité aux camarades du secteur, en première ligne, mais aussi aux salariés des secteurs divers – agro-alimentaire, transports, etc. – qui viennent rappeler une évidence malheureusement oubliée : ce sont les salariés qui font tourner les entreprises et nos services publics.

### **Zéro anticipation de l'État et de ses services !**

Que pouvons-nous conclure face à un gouvernement et un État qui sont finalement bien en-dessous de toutes les attentes pour nous protéger et dont la responsabilité est pleine et entière ? En ayant fait preuve de négligence, de manque d'anticipation, de casse des services publics, d'apologie de la mondialisation et de l'économie avant la santé des salariés, nous nous retrouvons dans une situation catastrophique. L'heure n'est pas encore à demander des comptes aux entreprises et à l'État, mais les responsables de cette crise sanitaire et des conséquences désastreuses devront payer. Nous insistons aussi sur le fait que la mobilisation actuelle de l'armée doit se cantonner à utiliser les moyens humains et logistiques pour la santé sous contrôle du personnel civil, et qu'il était déjà possible depuis plus d'un mois d'ouvrir un hôpital de campagne dans l'Est pour agir concrètement.

Dans cette période de crise, faisons en sorte de protéger la population en nous organisant, concrètement et réaffirmons un principe simple d'humanité : c'est par l'entraide et la solidarité que nous pourrions gagner, face au coronavirus, face au capitalisme et face aux choix désastreux qui nous touchent tous et toutes aujourd'hui. Il est donc important que cette séquence soit celle d'un changement radical pour une nouvelle humanité. **Notre inter-dépendance doit être une force pour impulser une mobilisation interprofessionnelle et tirer des leçons pour ne plus jamais avoir à revivre une telle situation qui n'est pas le fruit du hasard.**

### **Nous exigeons :**

- 
- la Fermeture de toutes les entreprises non-indispensables à la période et maintien intégral du salaire ;
- la mise à disposition complète du matériel de protection pour les salariés et nettoyage régulier des lieux de travail ;
- La mise en place renforcée des gardes d'enfants pour les personnels indispensables à la période et création d'un service public universel de la petite enfance ;
- Nationalisation immédiate de plusieurs entreprises pour une reconversion immédiate afin de répondre aux besoins des populations sur l'ensemble du territoire et en ayant en tête la solidarité internationale, le tout sous contrôle des salariés ;
- Déblocage immédiat des crédits suffisants pour les services de santé et solidarité réelle entre les régions afin de permettre à chacun d'être soigné.
- Gel de la distribution des dividendes.

**Unissons-nous dans la construction d'un monde plus solidaire, de l'argent, il y en a : prenons-le pour renforcer les services publics de santé et les droits des salariés !**